

**ARRÊTÉ DU MAIRE n° 01-2023**

**ARRÊTÉ D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE CONCERNANT LE ZONAGE  
D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE**

Le Maire de BURES,

- Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;
- Vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 dite loi sur l'eau ;
- Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DB05
- Vu la délibération du Conseil Municipal de BURES n° 2023-06 du 1<sup>er</sup> février 2023 validant le projet de zonage d'assainissement et décidant de soumettre ce plan à enquête publique ;
- Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Grand Est (MRAE) en date du 10 mars 2023 dispensant le projet d'une évaluation environnementale ;
- Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique concernant le zonage d'assainissement de la commune de BURES ;
- Considérant que le président du Tribunal Administratif de Nancy a désigné, par l'ordonnance N° E23000026/54 en date du 14 mars 2023, M. Jean-François TRASSART, en qualité de commissaire enquêteur, dans le cadre de l'enquête publique ;
- Vu le dossier d'enquête publique mis à disposition du public ;
- Considérant que les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été définies en concertation avec le commissaire enquêteur,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1:** Il sera procédé à une enquête publique, d'une durée de 1 mois **du mardi 02 mai 2023 à 10 heures au jeudi 1<sup>er</sup> juin 2023 à 12 heures** sur le projet de zonage d'assainissement de la commune de BURES .

**ARTICLE 2 :** Cette enquête se déroulera sur le territoire de la commune de BURES concernée par la zone sur laquelle porte le projet. La Mairie de BURES est désignée siège de l'enquête publique.

**ARTICLE 3 :** Objet du projet soumis à EP : zonage d'assainissement de la commune

**ARTICLE 4 :** Monsieur Jean-François TRASSART, a été désigné commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Nancy

**ARTICLE 5 :** Le dossier d'enquête publique, peut être consulté par le public pendant la durée de l'enquête publique selon les modalités suivantes :

- à la mairie de BURES aux jours et heures d'ouverture habituels au public, en version papier ou en version dématérialisée, ainsi que lors des permanences assurées par le commissaire enquêteur et indiquées à l'article 6 du présent arrêté.
- sur le site internet <https://www.ccsanon.fr/nos-services/assainissement/>

Toute personne peut obtenir une copie du dossier d'enquête, à ses frais, en adressant une demande écrite à l'adresse suivante : Mairie de BURES 4 route de Réchicourt 54370 BURES.

Toute personne peut par ailleurs demander à obtenir des informations auprès de madame le maire, responsable du projet.

**ARTICLE 6 :** Le public pourra présenter pendant toute la durée de l'enquête ses observations, propositions et contre-propositions sur le projet soumis à enquête publique selon les modalités définies ci-après :

- Par correspondance adressée au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :  
Mairie de BURES - à l'attention de Mr Jean-François TRASSART, commissaire enquêteur  
4 route de Réchicourt 54370 BURES
- Sur le registre d'enquête publique disponible à la mairie de BURES aux jours et heures habituels d'ouverture au public ainsi que lors des permanences assurées par le commissaire enquêteur,
- Par mail à l'adresse suivante : [assainissement.bures@gmail.com](mailto:assainissement.bures@gmail.com)
- Directement auprès du commissaire enquêteur, oralement et/ou par écrit, lors des permanences qui se tiendront selon les modalités suivantes en Mairie de BURES  
Mardi 02 mai de 10h à 12h  
Mardi 16 mai de 15h30 à 17h30  
Jeudi 1<sup>er</sup> juin de 10h à 12h

**ARTICLE 7 :** A l'issue de l'enquête, le dossier et le rapport du commissaire enquêteur comprenant les observations recueillies ainsi que les conclusions et l'avis seront disponibles en mairie et sur le site de la communauté de communes du Sânon pendant un an, aux jours et heures habituels d'ouverture.

**ARTICLE 8 :** Les mesures de publicité du présent arrêté et de l'enquête publique sont réalisées conformément aux dispositions de l'article R.123-11 du code de l'environnement.

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Bures, le 04 avril 2023  
Le Maire  
Marie-Laure MARCHAL



*Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutif de cet acte étant précisé que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*